



INGENIERIE FINANCIERE
CASH MANAGEMENT
PREVOYANCE – SANTE
IMMOBILIER

Siège Social : 1 rue Villaret de Joyeuse -
75017 Paris
SIRET N° 432 240 182 R.C.S PARIS
Capital Social : 10.000 € - Code NAF : 6622Z
Tél. 01 42 85 80 00 • Fax 01 42 85 80 44
www.maubourg-entreprise.fr
info@maubourg-entreprise.fr

Poisson d'avril



Nous saurons bientôt si Vladimir Poutine avait choisi le jour de la blague pour tester la résolution des pays européens en conditionnant la livraison du gaz et du pétrole russes à un paiement en roubles et non plus en dollars ou en euros. Cette mesure, purement technique, ne changerait rien dans l'immédiat pour les deux camps puisque les occidentaux avaient bien pris garde de permettre à la tuyauterie financière énergétique de continuer à fonctionner en même temps qu'ils imposaient de lourdes sanctions au reste de l'économie russe. S'il coupe effectivement les robinets, le dictateur russe aura tout simplement choisi de faire monter la pression en imposant lui-même ses propres sanctions à ses ennemis européens. En espérant être ainsi en meilleure position pour négocier le traité de paix qui devra nécessairement clore d'ici quelques jours ou quelques semaines la guerre qu'il a déclenchée et qu'il est en train de perdre.

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'**ORIAS N°07005216** (www.orias.fr), MEMBRE DE LA **CNCIF - CIF N° D013212**
INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'**AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION – ACPR** (4 Pl. de Budapest CS 92459, 75436 Paris)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, **CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650** DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, **GARANTIE FINANCIERE** DE 110 000 € AUPRES DE **COVEA RISKS** (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)

Les dirigeants européens évoquent désormais le spectre des deux chocs pétroliers. Nous pourrions manquer de diesel pour les vacances estivales et de gaz lors de l'hiver prochain. Il est vrai que, si l'augmentation du prix du pétrole est pour l'instant gérable, celle du gaz est de même ampleur que les hausses qu'ont connu les pays occidentaux dans les années 1970. Devons-nous nous préparer à nous serrer la ceinture comme l'ont fait nos parents ou grands-parents après la guerre du Kippour ? Des limites de vitesse avaient été introduites sur les réseaux routiers, la température avait été limitée à 20 ° dans les bâtiments publics, les chaînes de télévision ne diffusaient plus après 23 heures. La République Fédérale Allemande avait même imposé un jour de marche hebdomadaire.

Autre temps, autres mœurs. Pour l'instant, les dirigeants européens suivent les préceptes de Saint Augustin. Il va falloir devenir sobre ... mais pas tout de suite.

La mode est au « quoi qu'il en coûte ». Après avoir biberonné leurs économies pour traverser la pandémie, les dirigeants européens ressortent le chéquier pour faire face, cette fois, à la guerre russe. C'est ainsi que le gouvernement français choisi a choisi, très sérieusement, le jour de la blague pour réduire le prix du carburant de 18 centimes. Il avait déjà contraint les énergéticiens nationaux à plafonner les prix du gaz et de l'électricité, s'engageant de facto à payer la différence avec les cours constatés sur les marchés européens. Il n'est pas le seul à protéger ses consommateurs. Les autres pays européens ont tous mis en place des schémas de soutien autrefois réservés à quelques économies émergentes.

La réponse occidentale aux conséquences de l'invasion ukrainienne suscite plusieurs interrogations. Pourquoi est-elle différente de celle qu'avait adoptée les pays riches en 1973 ? Est-elle adaptée à l'ampleur des problèmes rencontrés ? Quelle stratégie mettre en œuvre pour ne plus revivre une telle situation d'ici quelques années ou quelques décennies ?

1973 vs 2022 : The Times They Are a - Changin'...

Les tensions actuelles ne s'inscrivent pas (encore) dans la durée.

L'envolée des prix du pétrole dans les années 1970 était due à des facteurs géopolitiques : la défaite arabe en 1973, la prise du pouvoir par les islamistes chiïtes en 1978. Ces deux événements ont marqué profondément et durablement la décennie. Les pays occidentaux ont dû vivre avec.

L'invasion ukrainienne a commencé il y a cinq semaines. Les dirigeants européens se comportent pour l'instant comme si la guerre allait bientôt s'achever et, avec elle, les sanctions économiques. Si cette hypothèse se réalisait, l'Europe ne reviendrait pas au statu quo ante. Elle devrait apprendre à vivre sans les énergies russes. Mais elle aurait le temps de se préparer.

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212

INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION – ACPR (4 Pl. de Budapest CS 92459, 75436 Paris)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIERE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)

Socialement, l'Europe est plus fragile aujourd'hui. Les « élites » sont accusées d'ignorer les campagnes et de favoriser les riches. Le moment ne paraît pas opportun pour augmenter le prix de l'essence ou imposer de nouvelles limitations de vitesse.

Politiquement enfin, les dirigeants européens craignent que, nonobstant la résistance héroïque du peuple ukrainien, les peuples européens soient dans l'incapacité d'endurer de nouvelles restrictions après deux ans de contraintes pandémiques.

Si, dans l'immédiat, les autorités européennes craignent d'imposer par la contrainte une diminution rapide des consommations énergétiques, du moins auraient-elles pu choisir des solutions efficaces pour aider leurs citoyens à traverser l'épreuve. Tel n'est pas le cas.

Baisser les taxes, plafonner les hausses des prix de l'énergie : deux solutions perdantes

Nos économies reposent sur un marché où l'offre et la demande se rencontrent pour former un prix d'équilibre. C'est le seul système qui permette un ajustement dynamique entre les différents acteurs économiques. Lorsqu'un produit se raréfie, son prix s'élève. Le producteur est incité à investir pour produire plus et le consommateur à devenir plus frugal pour consommer moins.

Dans le cas présent, le pétrole et le gaz se raréfient. Une hausse de prix obligerait le consommateur à changer son comportement, entraînant une baisse de la demande (même si nous savons que la sensibilité de la demande au prix - « l'élasticité » - n'est pas parfaite en matière d'énergie).

Les hommes politiques justifient leur intervention par la nécessité d'aider les plus démunis. Moins urbains que la moyenne ils ont besoin de leurs automobiles pour se déplacer. Ils habitent également dans les logements les moins bien isolés. Il faut donc les aider.

Dans ce type de situation, les économistes préconisent habituellement de recourir aux aides directes. Les plus démunis sont pareillement aidés. Mais ils doivent supporter l'augmentation du prix du pétrole et du gaz et ajustent en conséquence leur comportement.

Au contraire, le plafonnement du prix d'une part, ne dissuade pas la consommation, ce qui n'est bon ni pour les budgets publics, ni pour l'environnement, et d'autre part, enrichit les distributeurs, les raffineurs et les pays exportateurs (dont, au premier chef, la Russie),

Plafonner les prix de l'énergie tout en subventionnant l'acquisition d'automobiles électriques : les politiques européennes marchent sur la tête.

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212

INTERMEDIAIRE EN ASSURANCE CATEGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION – ACPR (4 Pl. de Budapest CS 92459, 75436 Paris)
ACTIVITE DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVREE PAR LA PREFECTURE
DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIERE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)

Le changement c'est maintenant

La cote de popularité d'Angela Merkel a atteint son zénith au crépuscule de son règne. Les Allemands la remerciaient ainsi d'avoir dirigé avec compétence leur pays pendant plus de dix ans. Pourtant sa politique a conduit l'Allemagne (et, avec elle, le reste de l'Europe) au bord de l'abîme : fermeture accélérée des centrales nucléaires, construction d'un nouveau gazoduc germano-russe pour éviter celui traversant l'Ukraine, refus de construire de nouvelles infrastructures permettant de traiter le gaz liquéfié, stabilisation à un faible niveau des dépenses militaires, ...

Comment éviter de telles erreurs à l'avenir alors que nous sommes confrontés à un événement inimaginable il y a quelques semaines ? Comment devenir plus autonome au plan énergétique tout en verdissant nos comportements ?

Deux économistes américains, Jason Bordoff et Meghan O'Sullivan, ont proposé dans une récente chronique publiée dans l'hebdomadaire The Economist, une stratégie reposant sur trois piliers.

Renforcer la transition énergétique tout d'abord. Il s'agit de mettre en œuvre des politiques permettant d'accroître la production d'énergies renouvelables, de favoriser l'utilisation de véhicules électriques et d'investir dans les infrastructures de transport des énergies renouvelables.

Investir en même temps **dans les infrastructures hydrocarbonées**. La transition énergétique, pour souhaitable qu'elle soit, ne sera pas suffisante au cours de prochaines années. Si l'Europe veut se sevrer du gaz russe, il faut, par exemple, construire rapidement de nouvelles installations pour traiter le gaz liquéfié américain ou arabe.

Renforcer enfin **la résilience énergétique de nos économies**. Cela passe par la constitution de stocks stratégiques plus protecteurs, des actions incitatives ou coercitives pour diminuer notre consommation énergétique, une plus grande coopération entre les pays occidentaux consommateurs.

Rédigé le 1^{er} Avril 2022

Pour plus d'informations :

- Téléphone : 01.42.85.80.00
- Courriel : info@maubourg-entreprise.fr

SARL SELECT'PLACEMENTS

MEMBRE D'ORIAS N°07005216 (www.orias.fr), MEMBRE DE LA CNCIF - CIF N° D013212

INTERMÉDIAIRE EN ASSURANCE CATÉGORIE B ET DE COURTIER IOB SP

SOUS LE CONTRÔLE DE L'AUTORITÉ DE CONTRÔLE PRUDENTIEL ET DE RÉSOLUTION – ACPR (4 Pl. de Budapest CS 92459, 75436 Paris)
ACTIVITÉ DE TRANSACTION SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE, CARTE PROFESSIONNELLE N° T15650 DELIVRÉE PAR LA PREFECTURE DE LA VILLE DE PARIS, GARANTIE FINANCIÈRE DE 110 000 € AUPRES DE COVEA RISKS (19-21 Allées de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX)